



APPUI INTERNATIONAL AUX ELECTIONS NICARAGUAYENNES

L'OFFRE RECENTE, FAITE A PARIS PAR LE PREMIER MINISTRE FRANCAIS, M. PIERRE MAUROY, PORTANT SUR L'APPUI TECHNIQUE AUX ELECTIONS NICARAGUAYENNES S'AJOUTE AUX ACCORDS SOUSCRITS PAR LES GOUVERNEMENTS DE SUEDE ET DE NORVEGE POUR UNE AIDE D'UN MILLION DEUX CENT MILLE DOLLARS AU GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN.-

M. MAUROY A ANNONCE LA DECISION DE SON GOUVERNEMENT AU COORDINATEUR DE LA COMMISSION POLITIQUE DU FRONT SANDINISTE (F.S.L.N.), LE COMMANDANT BAYARDO ARCE, QUI S'EST RENDU EN EUROPE OCCIDENTALE AU MOIS DE JUIN.-

LES ACCORDS D'AIDE FRANCAISE SERONT PARACHEVES AU COURS DES PROCHAINES SEMAINES LORS-QU'UNE DELEGATION DU CONSEIL SUPREME DES ELECTIONS (C.S.E.) DEBUTERA LE 16 JUIN UNE TOURNEE QUI LA MENERA EN ESPAGNE, EN GRANDE BRETAGNE, EN FRANCE, EN BELGIQUE, EN ITALIE, AU VATICAN ET EN AUTRICHE.-

LA MISSION, PRESIDEE PAR M. LEONEL ARGUELLO RAMIREZ, PRESENTERA ENVIRON DIX PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX ELECTIONS DU 4 NOVEMBRE PROCHAIN PORTANT SUR LE PROCESSUS D'INSCRIPTION DES CITOYENS, DE L'EMPLACEMENT DES URNES ELECTORALES ET D'AUTRES TACHES D'ORDRE TECHNIQUE.-

LA MISSION DU QUATRIEME POUVOIR NICARAGUAYEN A DEJA PRESENTE QUELQUES PROJETS D'ASSISTANCE A DE HAUTS PERSONNAGES DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL AINSI QU'AU CONSEIL ELECTORAL CENTRAL ET A DES REPRESENTANTS DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL (P.S.O.E.) A-T-ON APPRIS DE SOURCES MADRILENES.-

IL S'AGIT LA DE LA DEUXIEME MISSION DU CONSEIL SUPREME DES ELECTIONS EN EUROPE OCCIDENTALE. LA PREMIERE, EGALEMENT PRESIDEE PAR M. ARGUELLO RAMIREZ, A PRESENTE 17 PROJETS D'ASSISTANCE AUX GOUVERNEMENTS DES PAYS NORDIQUES LES PREMIERES REPONSES SONT VENUES DE SUEDE ET DE NORVEGE.-

LA SUEDE A APPROUVE TROIS PROJETS DONT UN DON DE TROIS MILLIONS DE COURONNES (375.000 DOLLARS) POUR L'ACHAT DE PAPIER SPECIAL QUI SERA UTILISE POUR LES ELECTIONS D'UN PRESIDENT, D'UN VICE-PRESIDENT ET DE 90 REPRESENTANTS POUR L'ASSAMBLEE NATIONALE LE 4 NOVEMBRE PROCHAIN.-

LE COLLEGE ELECTORAL DE SUEDE A ENVOYE UNE MISSION A MANAGUA LE 13 JUIN DERNIER AFIN DE RECEVILLIR PLUS D'INFORMATION SUR LE MONTAGE DES ELECTIONS ET DE VISITER LES DEPARTEMENTS DU SERONT INSTALLES LES BUREAUX DE VOTE.-

UN MEMBRE DU POUVOIR ELECTORAL S'EST RECEMMENT DECLARE TRES SATISFAIT DE LA DECISION D'AIDE APPROUVEE PAR LE GOUVERNEMENT NORVEGIEN QUI PORTE SUR HUIT CENT MILLE DOLLARS. C'EST LA PREMIERE FOIS QUE CETTE NATION EUROPEENNE 'OUVRE SES PORTES AU NICARAGUA POUR LA COOPERATION BILATERALE' A-T-IL DECLARE.-

DANS LE CADRE DE LA RECHERCHE D'AIDE TECHNIQUE POUR LES ELECTIONS, LE POUVOIR ELECTORAL PREPARE LE VOYAGE D'UNE AUTRE MISSION DANS LES PAYS DU GROUPE DE CONTADORA (MEXIQUE, COLOMBIE, VENEZUELA ET PANAMA) ET DANS D'AUTRES PAYS LATINO-AMERICAINS.-

LE COUT TOTAL DES ELECTIONS EST DE 80 MILLIONS DE DOLLARS DONT 30 SERONT INVESTIS EN IMPORTATIONS DE MATERIEL.-

GREVE GENERALE AU HONDURAS

LE GOUVERNEMENT CEDE FACE AUX TRAVAILLERUS POUR EVITER LA CRISE

LA MENACE D'UNE GREVE GENERALE, LE 20 JUIN DERNIER, A OBLIGE LE GOUVERNEMENT DU PRESIDENT ROBERTO SUAZO CORDOBA A REVOQUER LES IMPOTS ETABLIS AU DEBUT DU MOIS ET QUI TOUCHAIENT SURTOUT LES TRAVAILLEURS.-

QUELQUE DEUX CENT MILLE TRAVAILLEURS CONVOQUES PAR LA CENTRALE DES TRAVAILLEURS DU HONDURAS (C.T.H.) ONT ANNONCE POUR CE JOUR-LA UNE GREVE GENERALE GENERALE INDEFINIE POUR PROTESTER CONTRE LES NOUVEAUX IMPORTS.-

CEUX-CI ONT ETE ETABLIS SUR BASE DE RECOMMANDATIONS DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (F.M.I.) ET ILS VISENT A REDUIRE LE DEFICIT BUDGETAIRE QUI ATTEINT DEUX CENT CINQUANTE MILLIONS DE DOLLARS, CE QUI PERMETTRAIT DE LIBERER DE NOUVEAUX EMPRUNTS.-

CES IMPOTS INCLUAIENT L'ACHAT DE BONS D'ETAT RACHETABLES EN DEUX ANS AUX TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC, L'AUGMENTATION DE 20 POUR CENT DES IMPORTS SUR LES LOISIRS, DE 10 POUR CENT SUR LE TABAC ET LES ALCOOLS ET DE 5 POUR CENT LES TELECOMMUNICATIONS.-

LES TRAVAILLEURS ONT OBTENU QUE LE GOUVERNEMENT S'ENGAGE A REVOIR PLUSIEURS MESURES FISCALES, RECONNAISSE LE DROIT A LA LIBRE NEGOCIATION COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS ET PROMETTE QU'IL EVITERA LES RENVOIS A CAUSE DES NOUVEAUX IMPOTS.-

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU CREDIT PUBLIC, M. ARTURO CORLETO, A RECEMMENT DECLARE QU'ENVIRON DIX MILLE EMPLOYES DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA SANTE POURRAIENT SE RETROUVER SANS EMPLOI SI LE GOUVERNEMENT DECIDAIT DE DIMINUER LES DEPENSES PUBLIQUES. IL A EGALEMENT ANNONCE LA POSSIBLE REDUCTION DES SALAIRES DE L'ORDRE DE 25 POUR CENT.-

LA FEDERATION DES CHOMEURS, CREEE AU DEBUT DU MOIS DE JUIN ET QUI COMPTE A CE JOUR 20 000 AFFILIES, A EXPLIQUE QUE LE CHOMAGE TOUCHE 45 POUR CENT DE LA POPULATION ECONOMIQUEMENT ACTIVE.-

LES PROTESTATIONS ONT DEBUTE LE 29 MAI DERNIER QUAND DIX MILLE TRAVAILLEURS ONT PUBLIQUEMENT MANIFESTE LEUR REJET DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE. A CEUX-CI SE SONT AJOUTEES LA FEDERATION DES ASSOCIATIONS FEMININES DU HONDURAS, LA FEDERATION NATIONALE DES CHOMEURS ET D'AUTRES REGROUPEMENTS POPULAIRES.-

LE GOUVERNEMENT DE M. SUAZO A JUSTIFIE LA CREATION DES NOUVEAUX IMPOTS PAR LA CRISE ECONOMIQUE NATIONALE ET IL A SIGNALE QU'UNE AUTRE POSSIBILITE SERAIT LA DEVALUATION DU LEMPIRA, LA MONNAIE NATIONALE, QUI VAUT ACTUELLEMENT UN DEMI DOLLAR AMERICAIN.-

QUANT A L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS AU HONDURAS, M. JOHN DIMITRI NEGROPONTE, IL A AFFIRME QUE LA CRISE ECONOMIQUE DU PAYS POURRAIT ETRE SURMONTÉE 'EN METTANT DE L'ORDRE DANS SES AFFAIRES ET EN SIGANT UN ACCORD AVEC LE F.M.I.' DANS CE CAS, A-T-IL AJOUTE, 'DES PRETS ALLANT DE CENT A DEUX CENT MILLIONS DE DOLLARS SERAIT LIBERES'.-

LA GREVE ALLAIT PARALYSER LES PORTS DU PAYS, LES CHEMINS DE FER NATIONAUX, LA RAFFINERIE DE COMBUSTIBLE, L'ENTREPRISE DES TELECOMMUNICATIONS AINSI QUE DES ENTREPRISES PRIVEES.-

DES ECONOMISTES PRIVES ONT ESTIME QUE CHAQUE JOUR DE GREVE AURAIT REPRESENTÉ UNE PERTE DE VINGT MILLIONS DE DOLLARS POUR UN PAYS QUI A UNE DETTE EXTERNE ACCUMULEE DE PLUS DE CEUX MILLIARDS DE DOLLARS.-

MANIPULATIONS DES ELECTIONS AU GUATEMALA

L'ELECTION, LE PREMIER JUILLET PROCHAIN AU GUATEMALA, D'UNE ASSAMBLEE CONSTITUANTE, CHERCHE A AMELIORER L'IMAGE INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE ET REPRESENTÉ LA POSSIBILITE DE REARTICULER L'ARMEE, L'ENTREPRISE PRIVEE ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.-

DE VASTES SECTEURS POLITIQUES GUATEMALTEQUES PENSENT QUE LA VIOLENCE D'ETAT A L'ORIGINE D'AU MOINS 16 ASSASSINATS PAR JOUR, ET L'INTERDICTION POLITIQUE DES FORCES POUPULAIRES -GAUCHE INCLUE- DENATURENT CES ELECTIONS.-

MALGRE LA PARTICIPATION DE 17 PARTIS ET DE TROIS COMITES POLITIQUES SITUES AU CENTRE, CENTRE-GAUCHE, DROITE ET EXTREME DROITE, DES OBSERVATEURS LOCAUX ASSURENT QUE L'ARMEE A DEJA CHOISI L'ALLIANCE ENTRE LE MOUVEMENT DE LIBERATION (M.L.N.) ET LA CENTRALE AUTHENTIQUE NATIONALE (C.A.N.).

CETTE AFFIRMATION EST BASEE SUR LE COMPORTEMENT DE L'INSTITUTION ARMEE AU COURS DES 20 DERNIERES ANNEES ET SUR LES VIEUX LIENS QUI UNISSENT LE M.L.N. ET LES OFFICIERS DE L'ARMEE.-

LE CHEF DU GOUVERNEMENT MILITAIRE DU GENERAL OSCAR MEJIA VICTORES A RECEMMENT DECLARE L'IMPARTIALITE' TOTALE DE SON REGIME SANS LES PROCHAINES ELECTIONS. EN ESSAYANT PAR LA DE GAGNER DE LA CREDIBILITE.-

UN DIRIGEANT POLITIQUE D'OPPOSITION A CEPENDANT DENONCE QUE LE REGIME MILITAIRE A DEJA ENTAME LA FRAUDE EN 'ATOMISANT' LES DIFFERENTES FORCES POLITIQUES, EN NE LEGALISANT QUE 17 DES 48 PARTIS POLITIQUES QUI DESIRAIENT PARTICIPER AUX ELECTIONS EN EXCLUANT DE NOMBREUX SECTEURS DEMOCRATIQUES.-

D'AUTRE PART, UN GRAND NOMBRE DE PERSONNES ONT ETE ARRETEES AU COURS DE RAFLES ORGANISEES PAR LES FORCES DE SECURITE ET ON A CONNU DES CAS DE PERSONNES OBLIGEEES A SE FAIRE ENREGISTRER AU MOYEN DE RETENUES DE SALAIRES, AMENDES ET MENACES DE RENVOI. CES MESURES S'APPUIENT SUR UNE LOI PUBLIEE EN 1983 QUI ETABLIT L'OBLIGATION DES CITOYENS A SE FAIRE ENREGISTRER AFIN DE POUVOIR VOTER.-

L'INSCRIPTION FORCEE DES CITOYENS, CONCENTRES CONTRE LEUR VOLONTE DANS LES 'VILLAGES MODELES' CREES PAR L'ARMEE GUATEMALTEQUE ET L'OBLIGATION POUR LES TRAVAILLEURS DES GRANDES PROPRIETES AGRICOLES DE PORTER L'ATTESTATION D'ENREGISTREMENT SONT DES PREUVES DE PRESSIONS EXERCEES PAR LE REGIME EN VUE DES ELECTIONS.-

ON ESTIME EGALEMENT QUE LES GARDES CIVILS (ENVIRON 800 000) FERONT L'OBJET DE PRESSIONS DE LA PART DU GOUVERNEMENT DE M. MEJIA VICTORES AFIN QU'ILS DONNENT LEUR VOIX A UN CERTAIN SECTEUR POLITIQUE, CE QUI ASSURE D'ORES ET DEJA LA TRIOMPHE ELECTORAL DE SES ALLIES. CES GARDES CIVILS CONSTITUENT 30 POUR CENT DES CITOYENS ENREGISTRES.-

L'ASSAMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE ELABORERA UNE CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE -LA QUATRIEME EN 30 ANS- ET D'AUTRES LOIS CONNEXES. L'ELECTION D'UNE CONSTITUANTE FAIT PARTIE DE CE QUI A OFFICIELLEMENT ETE APPELE UN PROCESSUS D'OUVERTURE DEMOCRATIQUE' DONT LE POINT CULMINANT SERA L'ELECTION D'UN PRESIDENT CONSTITUTIONNEL EN 1985.-

CE N'EST PAS LE MOMENT DE PLEURER MAIS D'AGIR, DECLARENT LES EVEQUES CATHOLIQUES

LA CONFERENCE EPISCOPALE DU NICARAGUA, FORMEE DE NEUF EVEQUES, A CLOTURE L'ANNEE SAINTE LE 16 JUIN DERNIER PAR UN APPEL AU FIDELES POUR QU'ILS 'AGISSENT, DECOUVRENT, OUVRENT DE NOUVELLES VOIES ET ORGANISENT DES ACTIONS QUI NOUS AMENENT A NOS OBJECTIFS DE RENOVATION ET DE TRANSFORMATION' .-

DANS SON HOMELIE, MGR. PABLO ANTONIO VEGA, PRESIDENT DE LA CONFERENCE, RECLAMAIT DE NOUVEAU LE DIALOGUE AVEC LES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES ET DENONCAIT -A TORT- QUE LES PAYSANS SE VOYAIENT PRIVES DE LEUR TERRE ET QUE LE PEUPLE ETAIT 'MASSIFIE' TOUT EN INSISTANT QUE 'CE N'EST PAS LE MOMENT DE PLEURER MAIS D'AGIR'.

L'ATTITUDE ACTUELLE DES EVEQUES DIFFERE DE CELLE ASSUMEE DANS LA PREMIERE LETTRE PASTORALE ENVOYEE AU PEUPLE CHRETIEN APRES LE TRIOMPHE REVOLUTIONNAIRE, LE 17 NOVEMBRE 1979, SOUS LE TITRE DE 'ENGAGEMENT CHRETIEN POUR UN NOUVEAU NICARAGUA'.

DANS CETTE LETTRE, LA CONFERENCE EPISCOPALE, SOUS LA PRESIDENCE DE MGR. MIGUEL OBANDO Y BRAVO, CONSIDERAIT DANS SON UNANIMITE QUE SI LE SOCIALISME IMPLIQUAIT UN POUVOIR EXERCE SOUS LA PERSPECTIVE DES GRANDES MAJORITES ET LE TRANSFERT DE CE POUVOIR AUX CLASSES POPULAIRES IL TROUVERAIT UNE MOTIVATION ET UN SOUTIEN DANS LA FOI.

LE 21 OCTOBRE 1980, DANS UNE DEUXIEME LETTRE PASTORALE PAR LAQUELLE LA CONFERENCE EPISCOPALE REPONDAIT A UN COMMUNIQUE DES DIRIGEANTS SANDINISTES SUR LA RELIGION, LA HIERARCHIE CATHOLIQUE RECONNAISSAIT QU'EXISTAIENT LES BASES POUR UN VASTE DIALOGUE AVEC LE PEUPLE CHRETIEN.

LA CONFERENCE EPISCOPALE A LANCE SA PREMIERE LETTRE CONTRE LE GOUVERNEMENT SANDINISTE APRES QUE M. RONALD REAGAN SOIT DEvenu PRESIDENT DES ETATS-UNIS. DANS LES LETTRES PASTORALES DU 13 MAI 1980 ET DU 5 JUIN 1981. LE TON A MONTE ET L'EPISCOPALE NICARAGUAYEN EXIGEAIT LA DEMISSION IRREVOCABLE DES PRETRES ET DES RELIGIEUX QUI OCCUPAIENT DES POSTES DANS LE GOUVERNEMENT SOUS MENACE DE LES DECLARER EN REBELLION OUVERTE ET EN DESOBEISSANCE FORMELLE AVEC L'AUTORITE LEGITIME ECCLESIASTIQUE ET EXPOSES AUX SANCTIONS PREVUES PAR LES LOIS DE L'EGLISE.

PLUSIEURS PRETRES DONT LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES, M. MIGUEL D'ESCOTO, LE MINISTRE DE LA CULTURE, M. ERNESTO CARDENAL, LE MINISTRE DU BIEN-ETRE SOCIAL (AUJOURD'HUI AMBASSADEUR AUPRES DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS), M. EDGAR PARRALES ET M. FERNANDO CARDENAL, COORDINATEUR DE LA JEUNESSE SANDINISTE (AUJOURD'HUI COORDINATEUR DES COMITES DE DEFENSES SANDINISTE) ONT RAPPELE A LEUR HIERARCHIE QU'UNE VINGTAINNE DE PRETRES EN SONT MEME ARRIVES A AVOIR DES RANGS MILITAIRES DANS L'EX-GARDE NATIONALE DE LA DICTATURE SOMOZISTE.

DANS LA LETTRE PASTORALE DU 18 FEVRIER 1982, LA CONFERENCE EPISCOPALE METTAIT EN QUESTION CE QU'ELLE APPELAIT 'UN ABUS DE POUVOIR' ET ELLE DENONCAIT LA 'VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DES INDIENS MISKITOS' LORS DE LEUR TRANSFERT DANS LES NOUVEAUX VILLAGES, TRANSFERT EFFECTUE A CAUSE DE LA SITUATION DE GUERRE IMPOSEE PAR LES EX-GARDES SOMOZISTES DANS LES ZONES OU, DEPUIS DES TEMPS IMMEMORIAUX, HABITAIENT LES MINORITES ETHNIQUES.

LE 29 AOUT 1983, DANS UNE AUTRE LETTRE PASTORALE LE HAUT CLERGE DE L'EGLISE CATHOLIQUE NICARAGUAYENNE FUSTIGEAIT DUREMENT LA LOI DU SERVICE MILITAIRE PATRIOTIQUE ET INVITAIT LES FIDELES A LA REJETER EN FAISANT APPEL A L'OBJECTION DE CONSCIENCE.

LA DERNIERE LETTRE PASTORALE, SOUS LE TITRE DE 'LETTRE PASTORALE SUR LA RECONCILIATION', DEMANDE UN DIALOGUE NATIONAL AUQUEL DEVRAIENT PARTICIPER CEUX QUI MENENT LA GUERRE DE LA C.I.A. CONTRE LE GOUVERNEMENT SANDINISTE.

FACE A L'OFFENSIVE DE L'EPISCOPAT NICARAGUAYEN QUI JUSQU'A PRESENT, NE S'EST PAS PRONONCE CONTRE LA 'GUERRE SECRETE' DECLENCHEE PAR L'ADMINISTRATION AMERICAINE CONTRE LES NICARAGUA, LES DIRIGEANTS DE LA REVOLUTION ONT AFFIRME QUE 'LES HAUTS PRELATS DE L'EGLISE CATHOLIQUE SONT EN TRAIN DE JOUER UN ROLE EMINEMMENT POLITIQUE QUI COINCIDE DE PLUS EN PLUS OUVERTMENT AVEC LA STRATEGIE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS.